

## Les élus, le clan et... le reste

Par Joseph-Guy Poletti.

Tout dernièrement plus de vingt organisations, signataires d'une charte dite de la société civile, dont on se gardera de mettre en doute la bonne volonté se sont réunies à l'université de Corte pour faire un point sur l'état de la Corse.

Il y avait là les spécialistes habituels des droits de l'homme, les fous de la nature, des phraseurs, des syndicalistes qui veulent renouveler le syndicalisme, les épatés de la guitare, des gardiens de la ruralité, un Ordre d'avocats, ceux qui voient loin, ceux qui s'interrogent depuis longtemps, les humanitaires et les caritatifs, des profs, des élus à la recherche du bain de foule. Bref un cocktail explosif, et c'est bien le moins quand on veut repenser l'île et donner à penser en recentrant - voilà qui est fondamental, et il y a toujours quelqu'un pour le rappeler - le débat. Cela dit, de même que les bons sentiments ne font pas de la bonne littérature, ils ne sont pas davantage un gage de rigueur, d'analyse quand ils sont mâtinés d'écologie et du souci d'une meilleure répartition des richesses. Surtout quand apparaît dans la statue du commandeur tel ou tel économiste approximatif, spécialisé dans les chemins de traverses.



L'impensé de ce genre de débats et que peine à masquer la formule d'un «contre-pouvoir citoyen», réside dans un thème assez simpliste et parfaitement rodé. Ça donne à peu près ceci : si la Corse est au fond du trou, c'est à cause de la médiocrité de la classe politique traditionnelle, ce dernier mot qui doit nécessairement suivre, étant presque un pléonasme. Ce qui au demeurant est inexact : à quelques ravis de la crèche près et autant d'élus à l'engagement rustique - il y en a dans tous les camps -, la classe politique insulaire est d'une réelle qualité d'ensemble et pour tout dire au-dessus du lot, surtout quand on établit des comparaisons avec les autres régions ou départements et même avec telle ou telle tête d'affiche du gouvernement.

D'abord, elle a su se constituer en interlocuteurs sur la scène nationale, voire internationale ; ensuite, elle a le sens de la réforme et n'hésite pas à prendre des initiatives en rupture avec une adhésion exclusivement partisane. Ce qui ne veut pas dire qu'elle a un sens aigu du développement. Mais là encore il y a des exceptions et de surcroît - attention les jeteurs de première pierre ! -, elle ne fait que ressembler à la Corse dans son ensemble. Et certains donneurs de leçons feraient mieux de se taire tant leur approche, notamment malthusienne, des questions économiques laisse pantois.

Le second argument des réunions entre personnes qui n'ont rien prouvé - et singulièrement pas sur le terrain économique -, mais s'imaginent pouvoir en remonter à tout le monde, est de tout mettre sur le dos du clan. Lorsqu'on n'a rien à dire, c'est pratique, et puis ça entraîne des hochements de tête consensuels au sein des doctes assemblées.

Recours qui présente l'inconvénient de laisser entendre que tous les Corses sont des crétins, car depuis le temps qu'on leur indique que leurs élus traditionnels - ne pas oublier le qualificatif - sont des pourris, ils ne le comprennent toujours pas. Et quand, pour se sortir de ce mauvais pas, on tente de tout mettre sur le compte de l'assistanat, on actionne un autre inconvénient bien plus redoutable, à savoir que les pauvres baignent dans une indéchiffable misère morale. Mais pour percevoir de telles conséquences, encore faut-il posséder deux sous de lucidité théorique dont l'absence justement expliquerait l'état dans lequel se trouve la Corse.

□